Sommaire | 2› Opinion | 4› Les médias communautaires en question | 5› Rallye historique dans St-Jean-Baptiste | 6› Exposition terroriste acceptable | 7› Livres › Remarquables oubliéEs | 8› Calendrier populaire

Droit de parole

Les luttes populaires au centre-ville de Québec > Volume 38, Numéro 6 > Octobre 2011 > www.droitdeparole.org

La rentrée sociale au Québec

L'éducation pour tous est un droit
Un logement décent et les soins de santé aussi

9 octobre

La caravane de mal-logéEs réunis par le FRAPRU a sillonné le Québec, manifestant à La Malbaie, Val-d'Or, Rouyn-Noranda, Baie-Comeau, Sept-Iles, Matane, Mont-Laurier, Rimouski, Saint-Jérôme, Rivière-du-Loup, Joliette, Lévis, Louiseville, Thetford Mines, Shawinigan, Sherbrooke, Trois-Rivières, Sorel, Granby, Longueuil.
Rendez-vous est pris à Montréal le 9 octobre. (p. 2)

15 octobre

Occupons Québec!
Protestation mondiale non-violente www.15octobre/

17 octobre

Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté.
Rendez-vous devant la bibliothèque Gabrielle Roy. (p. 3)

22 octobre

Mettez du rouge.
Rendez-vous au Congrès des libéraux au Centre des congrès. (p. 3)

18 novembre

Pour une stratégie commune.
Rendez-vous aux états généraux des mouvements sociaux (p. 3)

M. Gino Renald, un résidant de Montréal, au départ de la grande marche du FRAPRU, le 3 octobre, Porte St-Louis, à Québec. PHOTO ÉTIENNE GRANDMONT-CCCQSQ.

La démocratie municipale à Québec

Nicol Tremblay. PHOTO ÉTIENNE GRANDMONT.

Le président du comité de citoyenNEs de St-Sauveur, M. Nicol Tremblay, s'exprime sur l'intention du maire Labeaume de modifier les limites de territoire des conseils de quartier et de réviser les mécanismes de consultation, restreignant la participation des citoyens.
Page 2

Le maire Labeaume en guerre contre la participation citoyenne

L'administration Labeaume décrète la mort des conseils de quartier tels qu'on les connaît actuellement et réduit la participation citoyenne aux seuls conseils de ses amis proches. Nous revenons à l'ère de l'administration Pelletier, alors qu'étaient en place des comités consultatifs contrôlés par l'administration du Progrès civique.

La consultation publique lancée par l'administration municipale sur son «projet de modification des limites de territoire des conseils de quartier et de révision des mécanismes de participation citoyenne» montre bien le dédain qu'a l'administration Labeaume pour la participation citoyenne à la vie publique et politique.

Nicol Tremblay. PHOTO ÉTIENNE GRANDMONT.

Cette administration a récemment demandé, en catimini, l'aval du gouvernement du Québec pour changer la charte de la Ville de Québec afin de calquer le territoire des conseils de quartier sur celui des districts électoraux. Nous parlerions donc de conseils de district puisque les concepts de participation populaire, de pouvoir d'initiative, d'appartenance à son quartier et de lieu de vie n'existeraient plus. Heureusement, le gouvernement du Québec n'a, cette fois-ci, pas dormi au gaz, rappelant à l'administration Labeaume que la charte de la Ville de Québec prévoyait que la délimitation des conseils de quartier ne pouvait être changée sans consultation. La Ville de Québec a donc mis en place le processus de consultation.

En modifiant les limites de territoire des conseils de quartier pour qu'elles correspondent aux limites des districts, cette administration fait fi du sentiment d'appartenance qu'ont les gens envers leur quartier. En effet, quelle appartenance à son district peut-on développer alors que la limite de celui-ci risque d'être remplacée par une délimitation arbitraire définie par le gouvernement provincial à tous les quatre ans? L'administration Labeaume semble avoir encore trouvé un moyen détourné de diminuer l'importance des conseils de quartier. L'annonce récente d'un sondage réalisé par l'entourage de Monsieur le maire rappelle d'ailleurs que ce dernier a toujours l'idée de ramener de 27 à 21 le nombre de districts pour l'élection de 2013.

La fin des commissions consultatives permanentes

Dans son document de consultation publique, on peut également lire que la Ville de Québec veut améliorer la politique de consultation publique «en remplaçant les commissions consultatives permanentes par des commissions ponctuelles dont les membres seraient nommés par le comité exécutif et qui auraient pour rôle d'éclairer le conseil municipal sur un sujet précis et limité dans le temps». En clair, cela permettrait surtout à l'exécutif de nommer ses petits amis sur des comités *ad hoc* plutôt que de voir le travail sérieux des différentes commissions permanentes de la Ville créées par l'administration Lallier pendant les 16 ans quelle a été à la mairie.

Voilà un autre indice d'un retour à une administration du type de celle de Jean Pelletier, un maire qui s'attaquait à toutes les personnes qui ne pensaient pas comme lui et qui se faisait conseiller par ses amis qui avaient la même opinion que lui. Finies également les commissions sur les femmes, les ainés, les jeunes, le transport et la circulation, l'habitation et le logement social, etc.

Rappelons que l'administration Labeaume n'en est pas à ses premières attaques contre les mécanismes mis en place pour favoriser la participation citoyenne. En 2009, l'administration a fait passer de 37 à 27 le nombre de conseillers municipaux et, en 2010, nous avons pu observer une importante charge contre le droit au référendum. Aussi, j'invite l'ensemble de la société civile et de la population de Québec à dire à l'administration Labeaume que c'en est assez de l'intimidation, des colères et de la mort de nos institutions démocratiques!

NICOL TREMBLAY,
PRÉSIDENT DU COMITÉ DES CITOYENS ET CITOYENNES DU QUARTIER ST-SAUVEUR

17 OCTOBRE
Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté

Rassemblement et soupe solidaire
Devant la bibliothèque Gabrielle-Roy
350, rue Saint-Joseph Est
Lundi 17 octobre de 12h à 13h

Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches REPAC 03-12
Coalition régionale de la Marche mondiale des femmes
Collectif de lutte et d'action contre la pauvreté de la région de Québec (CLAP-03)

Pour des logements sociaux

Sur la route

Le FRAPRU mène sa Caravane partout au Québec
Rendez-vous le 9 octobre, dans Parc-Extension, à Montréal

Partie de Québec et d'Ottawa, le 3 octobre – Journée mondiale pour l'Habitat –, la Caravane du FRAPRU pour le logement social a donné rendez-vous aux QuébécoiSEs pour une grande manifestation nationale à Montréal, à 13h, au métro Parc, dans le quartier Parc-Extension, au coin des rues Jean-Talon et Hutchison. Des autobus en provenance de Québec doivent l'y rejoindre. (Voir les détails dans le Calendrier populaire, p. 8.)

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) a conduit sa caravane dans toutes les régions du Québec pour réclamer que les budgets des gouvernements provincial et fédéral financent 50 000 logements sociaux en cinq ans au Québec. Il demande au fédéral de garantir la protection des 127 250 logements sociaux actuels au Québec. Le nombre de ménages aidés en vertu d'ententes à long terme a déjà baissé de 16 500 à l'échelle canadienne depuis 2006 et la SCHL prévoit qu'il diminuera de 72 700 additionnels d'ici 2015.

Le coordonnateur du FRAPRU, François Saillant, qualifie de «peanuts» les 250 millions $ par annoncés dans le nouveau Cadre de référence pour le logement abordable que le gouvernement conservateur de Stephen Harper a dévoilé le 7 juillet : «Il s'agit du plus bas montant accordé aux provinces depuis 2002. Le Québec ne recevra annuellement que 57,7 millions $ d'argents fédéraux [pour] tous ses programmes de construction, de rénovation et d'aide financière au logement», précise le FRAPRU. Le gouvernement québécois a donc réduit à 2000 par année la construction de logements sociaux, 1000 de moins que le nombre promis par le gouvernement Charest.

(R.A.)

Droit de parole

266, rue Saint-Vallier Ouest
Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043
info@droitdeparole.org

www.droitdeparole.org
Retrouvez *Droit de parole* sur Facebook

Droit de parole a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre toutes formes de discrimination, d'oppression et d'exploitation.

Droit de Parole n'est lié à aucun groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-ville est responsable du contenu rédactionnel du journal. Les opinion exprimées n'engagent que leurs auteurEs.

Droit de parole bénéficie de l'appui du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec.

Dépôt légal : Bibliothèque Nationale d'Ottawa, Bibliothèque Nationale du Québec
ISSN 0315-9574
Courrier de 2e classe
N° 40012747

Tirage : 17 000 exemplaires
Distribués porte à porte dans les quartiers du centre-ville.
Disponible en présentoirs.

Équipe du journal :
Simon M. Leclerc, Élyse Groulx, Marc Boutin, Renaud Pilote, Véronique Garneau-allard, les AmiEs de la Terre de Québec, Alfredo Ramirez, Simon-Pierre Beaudet, Michaël Lessard, François Couillard, Marie-Ève Duchesne, Anne-Marie Brunelle.

Collaborations spéciales :
Valérie Laplante Lévesque, Mathieu Houle-Courcelle , Michaël Lachance
Coordination : Richard Amiot, Nathalie Côté
Photos : Étienne Grandmont, Simon Bujold, René Méthot
Design : Lydie Colaye
Webmestre : Michaël Lessard
Imprimeur : Payette et Simms inc.

Tirage certifié Amecq

Premiers visés : les étudiants

Les médias annoncent une saison chaude pour le mouvement étudiant. Qu'en est-il à Québec, où les étudiantEs ne sont pas réunis au sein d'un même regroupement national?

Par Valérie Laplante Lévesque

La hausse des frais de scolarité annoncée par le gouvernement Charest aura des conséquences sur l'accessibilité aux études pour les QuébécoisEs. Selon le rapport du Comité consultatif sur l'aide financière aux études, le CCAFE, 7000 étudiantEs seront exclus des bancs d'école, si la population ne réagit pas massivement à l'augmentation de 325$ par année sur 5 ans. À terme, il en coûtera 1625$ de plus pour une année universitaire, soit un total d'environ 3800$ par an, 4700$ en comptant les frais administratifs.

Dans la capitale nationale comme ailleurs, la résistance étudiante prend forme. La Confédération des associations étudiantes de l'université Laval (Cadeul) procède à un référendum auprès de tous ses membres pour se positionner face à cette attaque sans précédent contre le système d'éducation québécois. Des campagnes d'informations et d'action sont en cours dans les cégeps ainsi que dans les associations étudiantes locales de l'université Laval. Cet automne, le point culminant de cette mobilisation sera la manifestation nationale du 10 novembre réunissant les quatre regroupements nationaux (FECQ, FEUQ, ASSÉ et TACEQ) ainsi que de nombreuses associations locales indépendantes. Des votes de grève et de levée de cours ont déjà commencé, , notamment au collège François-Xavier-Garneau, pour permettre à touTEs de se rendre à Montréal afin de montrer le mécontentement étudiant. Des milliers de participantEs sont attendus à cette manifestation.

De plus, les étudiantEs se joindront à l'action de visibilité et de perturbation de la Coalition régionale opposée à la tarification et à la privatisation des services publics lors du congrès du parti libéral du Québec, le 22 octobre. La TACEQ, l'ASSÉ et les associations étudiantes de la région membres de la coalition régionale seront dans la rue le 22 octobre pour démontrer et sensibiliser la population aux effets nocifs des politiques néolibérales et régressives du gouvernement Charest.

Il ne s'agit que du début de la saison étudiante. Tout laisse croire qu'on se dirige vers une grève générale illimitée à l'hiver 2012. À suivre.

Le 22 octobre!

Mettez du rouge

La Coalition de Québec et Chaudière-Appalaches opposée à la privatisation des services publics s'invite au congrès du Parti Libéral au Centre des congrès de Québec le 22 octobre.

Par Nathalie Côté

La contestation du gouvernement de Jean Charest vient de toutes parts. La majorité des QuébécoisEs exige une commission d'enquête publique sur l'industrie de la construction. Les milieux communautaires, étudiants et syndicaux joignent leurs voix pour dénoncer le budget d'austérité du gouvernement libéral.

la Coalition de Québec et Chaudière-Appalaches opposée à la privatisation des services publics invite la population à porter du rouge, le 22 octobre, en se joignant à la marche «Rouges de colère contre les libéraux», à 11h, du centre Lucien-Borne (100, chemin Ste-Foy) jusqu'au Centre des Congrès où se réunira le Parti libéral.

Les 47 membres de la Coalition de Québec et Chaudière-Appalaches opposée à la privatisation des services publics font le lien entre les coupes dans les budgets sociaux et la corruption : «On nous demande de faire des sacrifices et de piger dans nos poches alors qu'un scandale de corruption n'attend pas l'autre; alors que l'on sait que les coûts de tous les contrats sont gonflés et que nous n'en avons pas pour notre argent quand l'État fait affaire avec le privé», dénonce la Coalition.

Depuis les budgets de 2010 et 2011, le gouvernement a aussi instauré de nouveaux tarifs, augmenté les frais de scolarité universitaire et la TVQ et il prévoit encore hausser les tarifs d'hydroélectricité, faisant ainsi payer la crise à la classe moyenne et aux plus pauvres. Pour les membres de la Coalition : «la hausse des frais de scolarité annoncée dans le dernier budget est la goutte qui fait déborder le vase : au-delà des étudiantes et des étudiants, c'est toute la population qui est visée, ainsi qu'une certaine vision de ce que veut dire "vivre en société".»

Le lien entre les coupes et la corruption

Aux membres de la Coalition de Québec s'est jointe *la Coalition nationale*. Les deux organisations représentent ensemble 175 groupes œuvrant partout au Québec. Elles revendiquent des services publics gratuits et de qualité, et demandent «que les contribuables et les entreprises paient leur juste part».

Quoi : marche
Quand :
samedi, 22 octobre à 11h
Où : Centre Lucien-Borne, 100 Chemin Sainte-Foy, en direction du Centre des congrès de Québec.

Une soupe populaire

Pour défendre la sécurité sociale

Par Nathalie Côté

Le 17 octobre est la Journée internationale pour *l'élimination de la pauvreté*. À Québec, elle sera soulignée de midi à 13h par un rassemblement devant la bibliothèque Gabrielle-Roy. On servira une soupe populaire.

Cette Journée pour le refus de la misère a été instaurée par ATD Quart-Monde, l'organisation internationale d'origine française Aide à toute détresse fondée par le prêtre catholique Joseph Vresinski (1917-1988). En 1993, l'Organisation des Nations Unies (ONU) a fait du 17 octobre la journée internationale pour l'élimination de la pauvreté.

La Journée sera soulignée dans plusieurs villes au Québec et dans le monde. À Québec, le Regroupement d'éducation populaire en action communautaire (Répac 03-12), la Coalition régionale de la Marche mondiale des femmes et le Collectif d'action contre la pauvreté (CLAP-03) se sont regroupés pour défendre notre filet de sécurité sociale. «Personne n'est à l'abri de la pauvreté. C'est pour cela qu'on a besoin d'un filet social», dit un des organisateurs, Yves Carrier, coordonnateur au Carrefour d'animation pour un monde ouvert (CAPMO).

Une recherche récente du Conseil national du bien-être social (une entité indépendante conseillant le gouvernement fédéral en matière de lutte à la pauvreté) vient appuyer les revendications populaires. On y défend non seulement l'idée qu'il est possible d'enrayer la pauvreté, mais qu'investir dans la lutte à la pauvreté est rentable pour les gouvernements. Le rapport rendu public le 28 septembre, rappelle que «si une personne n'a pas les moyens d'acheter des médicaments, elle se retrouve à l'urgence; sans soutien pour se procurer des services de garde, une mère ne peut occuper un emploi rémunéré; si une personne n'a pas de logement, elle ne peut ni soigner une maladie, ni prendre un emploi».

«On disait ça, il y a vingt ans, au début du néolibéralisme», rappelle Yves Carrier. «Les groupes de défense des droits sociaux le savent aussi depuis longtemps. Sur le terrain, ils voient les gens qui souffrent des impacts de la pauvreté.» À l'heure où les gouvernements coupent dans leurs dépenses, il est plus que jamais important de défendre les programmes sociaux : «Quand les bureaucrates font des réformes et coupent dans l'aide sociale, j'appelle ça de la violence structurelle», commente Yves Carrier. Mais il reste optimiste : «On est à la veille de changer de paradigme. On n'aura pas le choix d'abandonner ce modèle où dominent le paraître, la consommation, les rapports de compétition et le mépris des perdants.»

Les 18 et 19 novembre

Stratégie offensive solidaire

... pour les états généraux des mouvements sociaux

Par Nathalie Côté

La Coalition de Québec et Chaudière-Appalaches opposé à la tarification et à la privatisation des services publics convoque des états généraux des mouvements sociaux de la région les 18 et 19 novembre. Ses membres connaissent la commande : une offensive structurée et solidaire pour résister aux politiques économiques anti-sociales du gouvernement actuel.

«Le but premier est de renforcer le mouvement d'opposition aux orientations budgétaires du gouvernement dans notre région», écrit Yves Fortin, secrétaire général du conseil central de Québec et Chaudière-Appalaches (CSN). Groupes communautaires, syndicats et associations étudiantes veulent se regrouper pour «une plus grande unité dans la lutte» et pour «faire un contrepoids à l'unification de la droite».

on parlera des soins de santé, d'éducation, de pauvreté et d'inégalités sociales. Le 19 novembre sera précédé la veille d'une assemblée publique «qui étudiera l'éducation comme cas type de la privatisation et de la tarification des services publics [afin] de démontrer que la hausse des frais de scolarité touche tout le monde». Ces états généraux permettront aux mouvements sociaux de dégager une plate-forme de revendication, voire un plan d'action pour la Coalition.

Droit de parole est sur Facebook

«Ben là! Ma colère est remontée à bloc! Ma fille vient de recevoir un avis des P et B, verdict : 402$ par mois, elle n'a pas d'emploi, pas de soutien financier, c'est un retour aux études après des années de travail et de bénévolat. Dois-je aller voler un igloo pour l'installer sur le campus afin qu'elle puisse se loger? C..., ça ne ce passera pas comme vous le pensez messieurs les fonctionnaires de ce gouvernement de merde! Ma fille mangera, étudiera, sera logée décemment et les livres sois disant non obligatoires lui seront fournis! Parents et grand-parents réagissez! Il s'agit du futur de notre pays qui bien sûr est le Québec!»

MARIE L

Quoi : États généraux sur les mouvements sociaux
Quand : les 18 et 19 novembre
Où : Au Cégep Limoilou (Campus Charlesbourg)
mob0312@gmail.com ou Yves Fortin 418-647-5801.

Avis de convocation

Assemblée générale annuelle de Communications Basse-ville (journal Droit de parole).

Les membres de Communications Basse-ville, société éditrice du journal *Droit de parole* depuis 1974, sont convoquéEs à son assemblée générale annuelle, le lundi 7 novembre 2011, à 19h, au siège social de Communications Basse-ville (266, rue St-Vallier Ouest). Les membres présentEs à l'assemblée générale annuelle prennent acte des rapports financiers et des rapports d'activités des administrateurTRICEs de la société. Ils votent le plan d'action et les prévisions budgétaires pour l'année à venir et élisent les membres du conseil d'administration.

Élyse Groulx, présidente de Communications Basse-ville

Ordre du jour :

1. Ouverture et nomination d'unE présidentE et d'unE secrétaire d'assemblée.
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour.
3. Lecture et adoption du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle du 3 novembre 2010.
4. Présentation et adoption du rapport d'activités 2010-2011.
5. Présentation et adoption du plan d'action 2011-2012.
6. Présentation et adoption des états financiers 2010-2011.
7. Présentation et adoption des prévisions budgétaires 2011-2012.
8. Nomination du vérificateur.
9. Élections des administrateurs ou administratrices.
10. Varia
11. Levée de l'assemblée.

Droit de parole, 266, rue St-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2
Tél. : 418-648-8043 Courriel : info@droitdeparole.org
Site Internet : www.droitdeparole.org

Droit de parole Adhésion ou abonnement

Nom *(personne responsable)* :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

L'ABONNEMENT DONNE DROIT À 9 NUMÉROS DE DROIT DE PAROLE	
Abonnement postal individuel	15$
Abonnement de groupe *(minimum de 5; livraison du journal au local de l'organisme)*	75$
Abonnement institutionnel *(par la poste)*	25$
Adhésion individuelle	10$
Adhésion institutionnelle	25$
LES MEMBRES PROFITENT D'UN RABAIS AVEC LEUR ADHÉSION	
Abonnement et adhésion *(individus)*	20$
Abonnement et adhésion institutionnel *(organismes)*	30$

Retournez le paiement en chèque ou mandat-poste à :
Journal Droit de parole – 266, St-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2
(418) 648-8043 | info@droitdeparole.org | www.droitdeparole.org

Après la convergence

Les médias communautaires en question

Droit de parole est financé aux deux tiers (35 000$) dans le cadre du Programme d'aide au médias communautaires (PAMEC), mais la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Mme Christine St-Pierre, remet en question ce financement public des médias communautaires indépendants. La ministre a annoncé, le 22 août, qu'elle consultera les QuébécoiEs sur leur pertinence. Des audiences publiques auront lieu à Québec le 21 octobre (le lieu n'est pas encore précisé).

«En quarante ans», questionne Mme St-Pierre dans son document de consultation, «le milieu des communications a grandement évolué au Québec et les médias communautaires ont dû s'adapter aux nouvelles réalités. Comment percevez-vous la mission de ce type de média aujourd'hui et comment envisagez-vous son rôle et ses modes de diffusion pour l'avenir? Le programme d'aide aux médias communautaires soutient les initiatives d'appropriation collective d'un moyen de communication et d'information. La problématique de l'accès aux médias est-elle toujours d'actualité avec l'arrivée des nouveaux médias? Le soutien de l'État est-il toujours pertinent? Devrait-il être actualisé en fonction des nouveaux enjeux de communication qui caractérisent l'univers des médias aujourd'hui?»

La consultation aura lieu à Québec le vendredi 21 octobre. (Voir le site gouvernemental : <http://mcccf.gouv.qc.ca/index.php?id=3277>.) Nous invitons tous les alliés et les amis de *Droit de parole* à assister ou participer à ces audiences publiques qui pourraient déterminer l'avenir des médias communautaires indépendants au Québec. Plus de 150 médias communautaires écrits au Québec (ils ne sont pas tous soutenus par le MCCCFQ), ainsi que les radios et les télé communautaires – dont CKRL et CKIA, à Québec – se retrouvent une fois de plus sur la sellette. Mais pas TVA, pas Québécor ou Power Corporation, pourtant grands bénéficiaires des largesses gouvernementales.

Nous vous invitons aussi à la consultation menée par Télé-Québec, le 17 octobre, à 14h30, à l'hôtel PUR de Québec (395, rue de la Couronne) sur le projet de la ministre St-Pierre de créer une plate-forme multi-médias unique pour tous les médias communautaires. Après la convergence dans les médias privés, assisterons-nous à la convergence dans les média communautaires?

Ce projet de plate-forme unique et la remise en question de l'existence des médias communautaires indépendants, ainsi que la création d'un titre professionnel réservé pour une catégorie de journalistes jouissant de droits et de privilèges exclusifs, font naître ou entretiennent des craintes réelles quant à la diversité et l'indépendance des sources d'information. Le titre professionnel serait attribué par la Fédération professionnelle des journalistes du Québec réunissant les employés des groupes de presse privés ou d'État (Gesca – Power Corporation –, Quebecor, CBC-Radio-Canada, Transcontinental).

RICHARD AMIOT

Le financement public des médias communautaires est-il toujours pertinent?

Saviez-vous que,

...dans les régions de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches, un organisme vient en aide aux travailleuses et travailleurs non syndiqués? En effet, un Groupe d'aide et d'information pour les travailleuses et travailleurs non-syndiquéEs (G.A.I.N.S.) offre différents services gratuits : écoute téléphonique et accueil, information juridique, service de références, suivi, formation et information. G.A.I.N.S. a été mis sur pied afin de favoriser la défense des droits des non-syndiqués et de rendre la justice en matière de droit du travail plus accessible à tous. Au Québec, plusieurs lois limitent le pouvoir de l'employeur et protègent les travailleuses et travailleurs, et ce, qu'ils soient syndiqués ou non. Si vous croyez être victime de pratiques interdites (discrimination, harcèlement psychologique, congédiement injuste) ou si vous souhaitez obtenir des informations au sujet de vos droits au travail, vous pouvez communiquer avec G.A.I.N.S. en téléphonant au 418-922-2453. Une équipe de professionnels est disponible et vous soutiendra afin de vous orienter et de vous informer. Faites valoir vos droits!

Le Compop dépoussière l'histoire du faubourg

Par Mathieu Houle-Courcelles

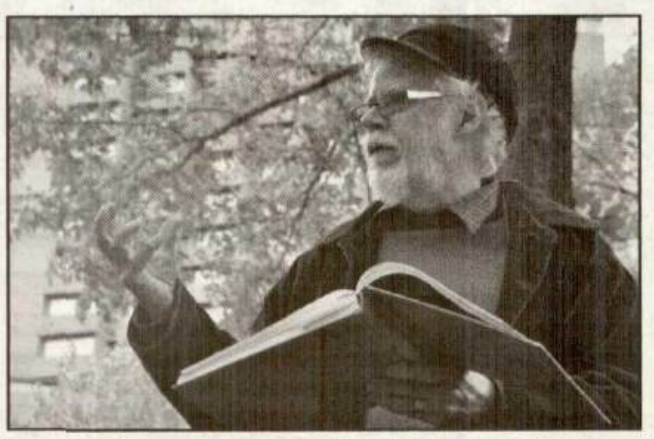
Le 1er octobre, le Comité populaire St-Jean-Baptiste organisait un rallye pédestre autour des grandes luttes qui ont marqué le quartier au cours des 30 dernières années. Du combat pour la laïcité scolaire en passant par divers épisodes de résistance citoyenne face à la voracité des promoteurs immobiliers ou l'ouverture de la première garderie coopérative, les participantEs au rallye ont eu l'occasion d'entendre et de discuter avec ceux et celles qui ont mené ces batailles. Chemin faisant, le rallye a également permis d'en apprendre un peu plus sur la présence des anglophones et de la communauté gaie dans St-Jean-Baptiste.

Un rallye 2.0

Le Comité populaire s'est assuré de conserver cette histoire bien vivante grâce à la magie du numérique et d'Internet. Les intéresséEs pourront réaliser le rallye pédestre à leur rythme grâce au site web **www.unehistoirepopulaire.net** sur lequel on trouvera le trajet et des explications complémentaires. Cette version Internet contient quatre arrêts supplémentaires pour le Patro St-Vincent-de-Paul, les Cove Fields (un bidonville sur les Plaines d'Abraham), la synagogue Beth Israël Ohev Sholem (monument à la lutte contre l'antisémitisme) et la Place D'Youville.

Une histoire en lien avec aujourd'hui

«Comprendre le passé permet de comprendre le présent», explique François G. Couillard, le coordonnateur de l'événement. «Le Patro en est un bon exemple. En partie rasé en 1971 pour construire une autoroute, on attend toujours la construction d'un édifice sur le site. Ou bien encore la lutte contre l'antisémitisme : pendant la Deuxième Guerre, des racistes utilisèrent des cocktails Molotov pour incendier une synagogue en construction dans le quartier. Il y a quelques semaines, on retrouvait des symboles nazis barbouillés sur la Grande mosquée de Québec.» Pour le Comité populaire, les luttes d'hier font écho à celles d'aujourd'hui.



Devant le cimetière St. Matthew, l'écrivain Malcolm Reid, un résidant de St-Jean-Baptiste, évoque la présence des anglophones dans le quartier.

Michel Yacoub

Conseiller en sécurité financière

Conseiller en assurances collectives

- Assurance Collective
- Assurance Salaire
- Assurance Vie
- R.E.E.R Collectif
- R.E.E.R

505 14e Rue
Québec, Qc. G1J 2K8
Tél. : (418) 529-4226
Fax : (418) 529-4223
Ligne sans frais 1-877-823-2067

ROSE DU NORD
Solidairement engagées

Tu as des questions à l'aide sociale ?
Tu es une femme ?
Tu veux t'impliquer ?

Du lundi au jeudi de 8h30 à 16h30
Le vendredi de 8h30 à 12h00

177, 71e Rue Est,
Québec (Québec) G1H 1L4
Téléphone : 418.622.2620 / télécopieur : 418.622.2621
Courriel : rosedunord@oricom.ca

418.622.2620

Nos impôts se perdent en chemin :
EXIGEONS DES SERVICES PUBLICS GRATUITS, UNIVERSELS ET DE QUALITÉ !

ROUGES DE COLÈRE

CONTRE LES LIBÉRAUX !

MANIFESTATION ET ACTION
LORS DU CONGRÈS DU PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC (PLQ)
SAMEDI 22 OCTOBRE, DÈS 11H
DEPART DU CENTRE LUCIEN-BÖRNE (100, CHEMIN STE-FOY)
EN DIRECTION DU CENTRE DES CONGRÈS DE QUÉBEC
PORTEZ DU ROUGE !

MOB0312@GMAIL.COM

WWW.NONAUXHAUSSES.ORG

L'art terroriste
À la Galerie des arts visuels

Un duo choc de l'art engagé en visite à Québec.

L'ATSA en pleine action. PHOTO SIMON BUJOLD

Par Michaël Lachance

L'Action terroriste socialement acceptable (ATSA) occupe la Galerie des arts visuels jusqu'au 16 octobre. La Galerie du 255 Charest Est accueille le duo de terroristes aimé pour ses interventions urbaines engagées en soulignant les douze ans du groupe fondé par Pierre Allard et Annie Roy. L'équipe de la Galerie revisite leur parcours avec *CHANGE*.

L'ATSA, fondée en 1998, propose des œuvres et des évènements transdisciplinaires en milieu urbain. Allard et Roy éveillent passants ou spectateurs aux causes environnementales, sociales et patrimoniales...

Proposition saugrenue

Mais cette dernière proposition de l'ATSA est saugrenue. Le duo présente un tas d'objets hétéroclites évoquant ses interventions passées, comme *Bubblegum Cannonballs*, pendant la Biennale d'art contemporain, à La Havane, en 2001, ou bien *Attention : Zone Épineuse*, en 2002, à Montréal, une intervention sur la précarité du patrimoine écologique. Les visiteurs peuvent ainsi se procurer des porte-clefs affublés d'une petite voiture brulée, évoquant la célèbre intervention *Attentat #6*.

Pierre Allard et Annie Roy. PHOTO RENÉ MÉTHOT

En 2003, les artistes avaient littéralement incendié un VUS (véhicule utilitaire sport) afin de sensibiliser le public aux dangers pour l'environnement de ces camions énergivores. Une bande sonore et une manifeste vidéo avaient été intégrées au VUS encore fumant... Allard et Roy remettaient de fausses contraventions aux conducteurs de véhicules énergivores.

L'ATSA a retracé son parcours sur plus d'une décennie : photomontages, installations, vidéos, amoncellement composite par terre, tout évoque les actions engagées du groupe. Voilà le double malaise que l'on ressent en visitant l'expo. Le duo, sans plus de provocation, propose, bon an mal an, des interventions paraissant un peu faciles, parfois. L'itinérance, le consumérisme, l'environnement ou la pauvreté sont des sujets rebattus par tous les groupes activistes? Le malaise vient du fait qu'on navigue à la frontière de l'art interventionniste et du franc activisme social d'un Greenpeace ou d'un PETA, pour ne nommer que ceux-là... Où et quand est-ce de l'art?

Ce marché aux puces de l'art engagé sent la morale bourgeoise voire la candeur estudiantine.

On cherche quand même un peu l'expérience esthétique. Cette sorte de marché aux puces pour public déjà bien au fait de ces enjeux sent la morale bourgeoise, voire la candeur estudiantine. Mais, puisqu'ils sont si rares, les artistes en arts visuels avec un travail si explicitement engagé, et que la durée de leur engagement est honorable, il ne faut pas bouder leur passage à Québec.

CHANGE , exposition de l'Action terroriste socialement acceptable (ATSA), jusqu'au 16 octobre, à la Galerie des arts visuels, Édifice de la Fabrique, 295, Charest Est.

Renauderie

La boîte aux lettres

Chère boîte aux lettres,

Si je t'écris c'est que je m'en fais pour toi. On ne se cachera pas que depuis l'avènement du courriel, sur le plan de l'efficacité, tu ne surpasses plus que les pigeons voyageurs et les signaux de boucane. Aussi, ton réseau social ne m'apparaît plus ce qu'il était et ce n'est pas sans un pincement au cœur que j'ai vu qu'il n'y avait que 25 personnes (des facteurs?) qui t'appréciaient sur facebook : c'est dire la désuétude de ta personnalité publique. Bien sûr, tu reçois quelques visites de courtoisie pendant le temps des fêtes, mais en général, je t'aperçois seule au coin de la rue, lasse et comme en proie au vide intérieur. Je veux juste m'assurer que tout va bien et te dire que je ne t'ai pas oubliée.

J'ai conscience de ta force de caractère : toutes ces lettres que tu vois passer sans (presque) jamais une seule qui ne te soit adressée, ça prend un cœur solide. Mais là, je dois constater que la grisaille de notre époque timbrée d'électronique t'a fait perdre ta rougeur légendaire. Tatouée de graffitis, tu deviens grincheuse, l'autre fois même, ma main s'était attardée et tu m'as mordu. Fais attention. J'espère seulement que tu n'as pas perdu l'appétit, car il y a encore chez moi un tas de lettres non-écrites que j'aimerais te faire ingérer un de ces quatre. Des lettres d'amour et des lettres de bêtises, surtout, mais aussi des lettres de condoléances, de créances, des lettres de motivation, de recommandation et des lettres de noblesse.

Voilà des lettres que tu n'as jamais perdues. En fait, avec ta carrure trapue et ton crâne anguleux, tu me fais penser à un vieux sénateur romain. Fidèle à ta poste et au tien, tu braves l'humidité pour préserver l'intégralité du papier, jadis la fierté des empires. Parfois, quand je pense à cette persévérance que tu as à croire encore en la beauté d'une correspondance, à ton indéfectible patience en temps de guerre, somme toute, à ton éternelle quête de délivrance, j'ai de plus en plus la malle au cœur. Je t'écris pour te dire que j'admire ton dévouement dans cette crise des missives écrites et pour te dire que j'ai besoin de toi, boîte à lettres, j'ai besoin de ta sagesse matérialiste pour m'arracher de mes torpeurs virtuelles. Tu me fais du bien par ta seule présence, tu n'as même pas besoin de rien faire ; mais si, par bonheur, tu t'aventurais à me répondre, je sens qu'il y aurait bientôt là matière à roman épistolaire. Libre à toi.

Allez, salut et huile-toi bien!

P.S. Pour t'aider un peu, je ne lècherai pas l'enveloppe.

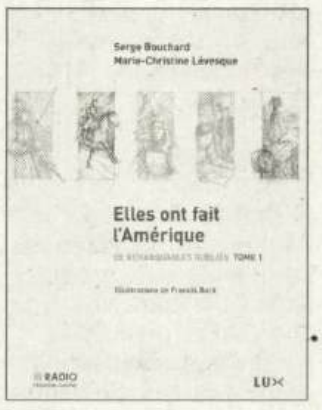
RENAUD PILOTE – ILLUSTRATION MARC BOUTIN

Ces remarquables oubliéEs

... en terre d'Amérique

L'anthropologue Serge Bouchard lutte contre notre inculture en matière d'histoire. Depuis six ans, il présente de *Remarquables oubliés* sur les ondes de Radio-Canada. Il quitte la radio momentanément et, avec Marie-Christine Lévesque, nous donne à lire quinze portraits de femmes «qui ont fait l'Amérique».

Par Anne-Marie Brunelle



Choisir quinze femmes parmi une multitude n'a pas dû être facile. Certaines sont connues : la cantatrice Emma Lajeunesse, dite l'Albani, ou l'esclave Marie-Josèphe-Angélique, condamnée à mort pour avoir causé un incendie qui ravagea une partie de Montréal en 1734.

D'autres sont de remarquables oubliées. Leurs destins illustrent des pans inconnus de l'histoire de l'Amérique. Ces femmes sont canadiennes-françaises, anglaises, métisses, noires, innues, autochtones. Elles sont médecins, aventurières, exploratrices, artistes... Leurs portraits traversent les siècles et les frontières du Québec, du Canada et des États-Unis. L'oubli, l'absence de reconnaissance, leurs exploits et leurs réussites les rassemblent dans le livre de Bouchard et Lévesque.

«L'Histoire a toujours tu le rôle des gens ordinaires, alors même que ce sont eux, souvent, qui en sont les véritables acteurs.»

SERGE BOUCHARD ET MARIE-CHRISTINE LÉVESQUE

Dernière de sa race

La toute première *oubliée*, Shanadithit, est la dernière des Béothuks, une nation autochtone terre-neuvienne exterminée avec l'accord du gouvernement de l'époque. «On autorisait les Blancs à les abattre, maintenant le gouvernement de Terre-Neuve octroie des primes pour la capture de Béothuks vivants», rappellent les deux auteurs. À la mort de Shanadithit, on a inscrit au registre : «Probablement la dernière de sa race.»

Véritable exploratrice, Marie-Anne Gaboury part vers l'Ouest avec son mari et accomplit ainsi ce qu'aucune Canadienne n'avait encore fait. «Nul n'avait jamais vu une Canadienne sur la piste des fourrures dans les Pays-d'en-Haut.» Elle traverse ce qui n'est pas encore le Canada (elle est octogénaire quand le pays naît officiellement, en 1867), s'installera finalement dans le futur Manitoba... et verra son petit-fils Louis Riel entreprendre son combat pour les droits des Métis.

La quinzième oubliée du livre est la première femme journaliste canadienne-française, Robertine Barry – connue sous le pseudonyme Françoise. À compter de 1891, elle s'efforcera de faire avancer la cause des femmes notamment grâce à ses «Chroniques du lundi» publiées pendant près de 10 ans en première page de *La Patrie*. Un personnage d'une liberté fascinante. Sergine Desjardins a d'ailleurs fait paraître récemment sa biographie en deux tomes aux Éditions Trois-Pistoles : *Robertine Barry, la femme nouvelle* et *On l'appelait Monsieur*.

Malgré les qualités indéniables de la recherche et l'intérêt évident du projet, il faut souligner qu'on ne retrouve pas dans ce livre la magie des productions radiophoniques des «Remarquables oubliés». Le talent de conteur de Serge Bouchard est-il moins bien servi à l'écrit? Est-ce le style parfois alourdi d'inutiles clichés? Ou bien l'insistance maladroite sur tous ces choix «faits par amour» par des femmes? Pourquoi n'auraient-elles pas eu autant envie d'aventures et d'interdits que leurs compagnons? Reste que ce titre apporte sa pierre à une mémoire à reconstruire.

SERGE BOUCHARD ET MARIE-CHRISTINE LÉVESQUE. ***Elles ont fait l'Amérique. De remarquables oubliés tome 1.***
Illustrations de Francis Back. Lux Éditeur, 448 pages. 27,95 $

Reconquérir le Québec

... par la Gaspésie

La reconquête du Québec offre une vision pour le Québec de demain, où le territoire serait au centre de la restauration économique et où les communautés reprendraient le contrôle des ressources naturelles et de leurs richesses.

Cette approche s'appuie sur une étude approfondie de l'œuvre d'Esdras Minville, pêcheur, agriculteur, bûcheron et économiste gaspésien, directeur des HEC et surtout initiateur d'une expérience unique, la colonie de Grande-Vallée. Animé par la volonté de ne plus confier les ressources naturelles aux compagnies étrangères, il instaure en 1938 un modèle coopératif d'agroforesterie en basant ses actions sur les particularités du milieu. Les familles qui s'y installent vont alterner pêche, agriculture et exploitation de la forêt voisine, créant une complémentarité parmi ces travaux saisonniers et une solidarité locale.

Pour Roméo Bouchard, nous devons tirer de nombreux enseignements de la pensée d'Esdras Minville qui reste visionnaire et inspirante, car elle offre plusieurs clefs pour le Québec de demain. L'auteur propose de redéfinir les fondements de l'État québécois, ses institutions démocratiques nationales et territoriales. L'État devra jouer un rôle de planificateur et de soutien des différentes communautés, dans un esprit de réappropriation des ressources naturelles, et ainsi sortir d'un modèle de développement qui favorise les grandes entreprises et détruit les économies locales ainsi que les écosystèmes.

Réaliser la prise en main locale et régionale de l'exploitation des ressources naturelles par et pour le bien des communautés, au moyen du modèle coopératif, voilà le modèle, hérité de Minville, qu'il convient de restaurer. Enfin, la planification du développement devra réconcilier économie, écologie et équité sociale, en collaboration avec les Premières Nations, pour mettre fin à la mainmise d'une oligarchie sur les richesses.

Un programme ambitieux mais plus qu'inspirant. Ponctué par le récit d'acteurs contemporains qui témoignent de leur réussite en Gaspésie et de témoignages des membres de la colonie d'Esdras, ce livre nous donne les moyens de penser et rêver le Québec de demain qu'il faudra reconquérir pas à pas. Reconquérir le Québec en s'inspirant de la Gaspésie

ROMÉO BOUCHARD. ***Esdras Minville et le modèle gaspésien.***
Les Éditions Écosociété, 2011, 228 p. 24 $

Le Québec en quête de laïcité

La question de la laïcité suscite depuis quelques années des débats passionnés au Québec comme dans la plupart des pays occidentaux. Place de la religion dans l'espace public, égalité hommes-femmes, intégration des immigrants, elle touche à des enjeux importants qui sont au coeur de notre modèle de société.

Les auteurEs rassemblés dans ce livre ont tous en commun de partager une perspective libérale et progressiste de la société, à travers des valeurs de justice sociale, d'égalité et de respect des libertés individuelles. Ils ne partagent cependant pas la même conception de la laïcité et leurs positions, divergentes, permettent au public de saisir les différents enjeux reliés à la laïcité au Québec.

Quel modèle souhaitons-nous pour la société québécoise? Une «laïcité stricte», calquée sur le républicanisme français, ou une «laïcité ouverte», inspirée du communautarisme britannique? Car depuis la «crise des accommodements raisonnables» et le rapport de la commission Bouchard-Taylor, un malaise persiste qu'aucune loi n'est venue dissiper. Faut-il maintenir le crucifix à l'Assemblée nationale? Doit-on interdire le port de signes religieux dans les institutions publiques? Le cours d'éthique et de culture religieuse à l'école primaire est-il le cheval de Troie du multiculturalisme canadien?

Entre républicanisme français ou communautarisme britannique.

C'est avec vigueur que toutes ces questions, et bien d'autres, sont débattues dans ce livre présenté par les auteurs comme une «précieuse contribution à la conversation démocratique»

NORMAND BAILLARGEON et JEAN-MARC PIOTTE. ***Le Québec en quête de laïcité.***
Les Éditions Écosociété, 164 p. , 2011. 17 $

Les livres présentés dans *Biblioterre* sont disponibles à la librairie **La page noire**, 265, rue Dorchester, Québec; et chez **Les AmiEs de la Terre de Québec**, 870, av. de Salaberry, local 210, Québec.

Votre don en appui à la défense de droits !

www.fsgpq.org

Fonds de solidarité
des groupes populaires

Calendrier populaire

Les activités sociales, culturelles et politiques de la démocratie en action sur www.reseauforum.org

7 OCTOBRE

Au Tam Tam Café (421, Langelier), à 18h
Lancement de film des six participantes de la 6e édition du projet vidéo de Mères & Monde. Fin prévue à 20h30. Halte-garderie à Mères & Monde en s'inscrivant avant le 6 octobre à midi, au 418-522-5139; courriel <accueil@meresetmonde.qc.ca> www.meresetmonde.qc.ca/

9 OCTOBRE

Manifestation nationale pour le logement social
À 13h, à Montréal (coin Hutchison et Jean-Talon Ouest — métro Parc). *50 000 nouveaux logements sociaux c'est urgent!* www.frapru.qc.ca/ Départ en autobus de Québec Inscription au Comité populaire St-Jean-Baptiste (418-522-0454); au Comité des citoyenNEs du quartier St-Sauveur (418-529-6258); ou au Comité logement d'aide aux locataires (418-651-0979)

11 OCTOBRE

Planète jetable
À 19h, au restaurant Le Commensal, 860,St-Jean, débat autour du livre d'Annie Leonard, *Planète jetable* (éd. Écosociété), animé par André Dulac et Jacques Delorme, du Groupe de simplicité volontaire (GSVQ). Souper à 17h30. Activité gratuite (repas non compris). www.gsvq.org/activites.htm/

12 OCTOBRE

Le financement universitaire
Débat entre représentants *jeunesse* de partis politiques, à 11h30, à l'Atrium du pavillon De Koninck (université Laval).

13 OCTOBRE

Rencontre mensuelle du CAPMO
À 18h30, au 435 du Roi (2e étage), rencontre mensuelle du Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert (CAPMO), précédée vers 17h30 d'un souper communautaire (contribution volontaire), et soirée de poésie autour de l'œuvre Gaston Miron. 418-525-6187.

Paysans et mangeurs de notre agriculture
À 19H15, au Centre de l'Environnement (870, Salaberry, salle Michel-Jurdant), conférence de Roméo Bouchard, de la Coalition SOS-Pronovost, ex-président de l'Union paysanne, sur la ré-appropriation de nos terres agricoles par les communautés locales, par opposition à l'agro-business préconisé le gouvernement du Québec. Contribution volontaire de 2$ à 5$. www.atquebec.org/

14 OCTOBRE

Des courts d'Europe et d'Amérique a
À 21h, au Temps Partiel (698, D'Aiguillon), soirée du DJ XL5 enchaînant courts métrages et images pour simuler une soirée de zapping devant la télé. 5$

15 OCTOBRE

Occupons Québec !
Protestation mondiale non-violente www.15octobre/.

17 OCTOBRE

Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté
Rassemblement et soupe solidaire à 12h devant la Bibliothèque Gabrielle-Roy (350, St-Joseph Est), sous l'égide de Collectif de luttes à la pauvreté (CLAP 03), de la Coalition régionale de la Marche mondiale des femmes et le RÉPAC 03-12. Nommée en Europe Journée mondiale du refus de la misère, cette commémoration est reconnue par les Nations Unies. refuserlamisere.org/ et www.abolissonslapauvrete.ca

Slam de poésie
À 20h, au bar-spectacle-coop L'AgitéE (251, Dorchester Est). Nouvelle saison! Entrée 5 $ Un Micro ouvert à tous précédera la partie. Présenté par SLAM cap et le Tremplin d'actualisation de poésie (TAP). Chaque troisième lundi du mois. André Marceau 418-523-1174 slamcap@live.ca. www.slamcap.blogspot.com/

19 OCTOBRE

Regroupement pour l'aide aux itinérantEs
À 19h, le Regroupement pour l'aide aux itinérantEs de Québec (RAIIQ) présente ses activités en 2011-2012, au centre Édouard-Lavergne (390, Arago Ouest, 3e étage), rencontre suivie de l'Assemblée générale annuelle. Confirmez votre présence par courriel <org.com@raiiq.org> ou téléphone (418 522-6184).

21 OCTOBRE

La Nuit des sans-abri
Débutant à 15h, Place de l'Université-du-Québec (coin de la Couronne-Charest Est, organisée par le Regroupement pour l'aide aux itinérants et itinérantes de Québec, la Nuit a lieu dans tout le Québec. www.nuitdessansabri.ca/ Info au 418-622-6184 ou <org.com@raiiq.org>

22 OCTOBRE

Rouges de colère contre les libéraux
La Coalition de Québec et Chaudière-Appalaches opposée à la tarification et à la privatisation des services publics appelle à manifester lors du congrès du PLQ. Départ à 11h du Centre Lucien-Borne (100, Chemin Ste-Foy) vers Centre des congrès de Québec. Portez du rouge. <mob0312@gmail.com>.

28 OCTOBRE

Défilé de la Grande-Citrouille
À 16h, à partir de la Côte Badelard, 6E défilé d'Halloween dans les rues de St-Roch, suivi d'un repas collectif. Costumez-vous. L'EnGrEnAgE St-Roch recherche des bénévoles : 418-525-6187 #223 ou <engrenage@gmail.com>.

30 OCTOBRE

Projections Kinö
À 20h, aubar-spectacle-coop L'AgitéE (251, Dorchester). Projections de très courts films (moins de 10 min.), amateurs ou non, mais toujours gratuits : «*Faites bien avec rien, faites mieux avec peu, faites-le maintenant!*» Contribution volontaire.

CKRL 89,1 a maintenant sa bière officielle !

En vente :

- au Sacrilège
- au Bal du lézard
- Accomodation GD

(500 3e avenue)

La CKRL blonde est une bière aux arômes d'agrumes et de houblon. Ces saveurs douces et désaltérantes sont faciles à syntoniser.